

ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES

Formulaire de déclaration du risque

AVERTISSEMENT

Le présent questionnaire ne constitue pas un engagement à souscrire un contrat d'assurance et reste strictement confidentiel.

Le soussigné déclare :

- que les réponses ci-après sont à sa connaissance exactes,
- avoir été informé qu'elles constituent les éléments d'appréciation du risque nécessaires à la fixation des primes et dont l'inexactitude serait susceptible de modifier les engagements de l'assureur (cf. articles du Code des assurances ci-dessous).

Le soussigné ne peut être engagé au-delà des réponses apportées à ce questionnaire.

Les assureurs peuvent demander tous renseignements complémentaires et, dès lors, reconnaissent avoir une connaissance suffisante du risque à garantir.

Article L. 113-8 du Code des assurances

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Article L113-9 du Code des assurances

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

Nom et adresse du souscripteur :

Centre des monuments nationaux
Hôtel de Sully
62 rue Saint-Antoine
75186 Paris cedex 04

Le contrat doit-il être souscrit pour des organismes satellites du souscripteur ?

OUI / NON

Si OUI, lesquels ?

	Surface totale à assurer en m ²

LES BÂTIMENTS ET LEUR CONTENU

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Compléter le tableau ci-après.

Surface totale à assurer en m ² + d'infos	8 130 m ²	Compléter le fichier Excel + d'infos
Expertise préalable + d'infos	OUI / NON	
Monuments historiques	OUI / NON	
Œuvres d'art et collections	OUI / NON	

Quel est, dans votre patrimoine, le plus grand ensemble (groupe d'immeubles) dont les bâtiments qui le constituent sont séparés de moins de 10 mètres ?

Sans objet

Existe-t-il des bâtiments de plus de 5 000 m² ?

OUI / NON

Si OUI, en préciser le nom, la nature et la capacité **et transmettre le plan ainsi que le dernier avis de la commission de sécurité.**

Existe-t-il des ERP (Etablissements Recevant du Public) susceptibles d'accueillir plus de 5 000 personnes ?

OUI / NON

Si OUI, en préciser le nom, la nature et la capacité **et transmettre le plan ainsi que le dernier avis de la commission de sécurité.**

MESURES DE SÉCURISATION DES BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS

Décrire aussi précisément que possible les mesures de sécurisation des biens et installations (description des critères de protection, moyens mis en œuvre, montant des dépenses budgétaires inscrites ou programmées etc.).

Les mesures varient selon les lieux. Elles ont été indiquées dans le tableau joint.

Voici plus de précisions sur les bureaux loués à l'immeuble Domino (plus grande surface louée) : il n'y a pas de détection automatique d'incendie sur les plateaux sauf dans les locaux où sont les serveurs et baies de brassage. De plus, il y a des déclencheurs manuels sur les zones d'attentes sécurisées au niveau des paliers ascenseurs.

BÂTIMENTS SPÉCIFIQUES

Le souscripteur possède-t-il et/ou occupe-t-il les bâtiments suivants ?

Installations de production d'électricité (hors panneaux solaires) / gaz	OUI / NON
Parkings souterrains ou aériens (bâtiments) de plus de 20 000 m ²	OUI / NON
Immeubles de Grande Hauteur + d'infos	OUI / NON
Chapiteaux fixes d'une valeur supérieure à 1 500 000 €	OUI / NON
Ateliers relais, pépinières d'entreprises, bâtiments industriels, agricoles ou commerciaux	OUI / NON

En cas de réponse positive à l'une des questions ci-dessus, **compléter le questionnaire « bâtiments spécifiques »**.

LES PANNEAUX SOLAIRES

Le souscripteur est-il propriétaire ou gestionnaire de panneaux solaires posés au sol ?

OUI / NON

Le souscripteur est-il propriétaire ou gestionnaire de panneaux solaires en toiture ?

OUI / NON

Le souscripteur est-il propriétaire ou gestionnaire de panneaux solaires en ombrières ?

OUI / NON

En cas de réponse positive à l'une des trois questions précédentes :

- **compléter le fichier excel joint** pour toute installation dont la superficie est supérieure à 150 m²,
- compléter le tableau ci-après pour toute installation dont la superficie est inférieure à 150

m2.

Adresse	Type de matériel	Surface m ² de l'installation	Valeur € de l'installation	Puissance KVA de l'installation	Chiffre d'affaires €

Existe-t-il des panneaux solaires n'appartenant pas au souscripteur mais fixés sur des biens lui appartenant (en particulier en toiture) ?

OUI / NON

Si oui, compléter le tableau ci-après.

Adresse	Type de matériel	Surface m ² de l'installation	Valeur € de l'installation	Puissance KVA de l'installation	Chiffre d'affaires €

Joindre les conventions passées avec les propriétaires des panneaux.

AUTRES INFORMATIONS

INONDATIONS

Certains bâtiments sont-ils situés en zone inondable ?

OUI / NON

Si OUI, existe-t-il un PPRI ?

OUI / NON

RAYONNEMENTS IONISANTS

Le souscripteur utilise-t-il des sources de rayonnements ionisants ou radio-isotopes ?

OUI / NON

CHAMBRES FROIDES

Nature et valeur approximative du contenu des chambres froides :

Sans objet

VÉLOS À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE

Le souscripteur possède-t-il des VAE ?

OUI / NON

Si oui nombre :

SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Nombre de préposés du souscripteur ayant la qualité de sapeurs-pompiers volontaires :

personnes

RENONCIATIONS À RECOURS

Au bénéfice du souscripteur

Existe-t-il des conventions de renonciation à recours dans les baux (ou conventions de mise à disposition) passées par le souscripteur pour des locaux dont il est locataire ou occupant ?

OUI / NON

Existe-t-il des conventions de renonciation à recours dans les baux (ou conventions de mise à disposition) passées par le souscripteur pour des locaux dont il est propriétaire ?

OUI / NON

En cas de réponse positive à l'une des deux questions ci-avant, **joindre la liste des bâtiments concernés.**

Accordées par le souscripteur

Existe-t-il des conventions de renonciation à recours dans les baux (ou conventions de mise à disposition) passées par le souscripteur pour des locaux dont il est locataire ou occupant ?

OUI / NON

Existe-t-il des conventions de renonciation à recours dans les baux (ou conventions de mise à disposition) passées par le souscripteur pour des locaux dont il est propriétaire ?

OUI / NON

En cas de réponse positive à l'une des deux questions ci-avant, **joindre la liste des bâtiments concernés.**

En cas de réponse positive à la question ci-avant, **préciser le nom et la qualité des occupants ainsi que la nature de l'activité exercée.**

Dans les deux cas, **joindre les conventions ou baux concernés.**

AUTRES INFORMATIONS QUE LE SOUSCRIPTEUR SOUHAITE PORTER À LA CONNAISSANCE DE L'ASSUREUR

Seuls les bâtiments loués par le CMN bénéficieront de l'assurance dommage aux biens.

Les baux pour le local à Pontorson et le local de la Comète à Cluny ne sont pas encore signés.
Nous n'avons donc pas pour ces locaux les informations sur les renonciations à recours.